

OPINIONS

Les monnaies numériques sont aussi un enjeu de souveraineté

Étudiées par les banques centrales, les monnaies numériques pourraient permettre de renforcer la lutte antiblanchiment, mais elles risquent aussi de bouleverser le fonctionnement du système financier.

Par Marie Charrel

Publié hier à 06h00, mis à jour à 07h40 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Analyse. Les Allemands ont beau être farouchement attachés aux bons vieux billets, leur ministre des finances, Olaf Scholz, l'affirme haut et fort : « *Une Europe souveraine a besoin de solutions de paiement innovantes et compétitives.* » A ce titre, elle doit être aux « *avant-postes sur la question des monnaies numériques de banque centrale et doit activement la faire progresser* », a-t-il déclaré vendredi 16 avril.

Deux jours plus tôt, la Banque centrale européenne (BCE) présentait une vaste enquête menée auprès d'un panel d'Européens, dont la plupart se disent favorables à la création d'un euro numérique. L'institution doit décider cet été si elle se lancera, ou non, dans un tel projet. La Réserve fédérale (Fed) se montre prudente, mais elle y réfléchit également avec le Massachusetts Institute of Technology (MIT), tandis que, lundi 19 avril, la Banque d'Angleterre (BOE) et le Trésor britannique ont instauré un groupe de travail sur la question. Mais ce n'est rien à côté de la Chine, qui depuis un an, expérimente déjà un « e-yuan » dans quatre grandes villes.

Lire aussi | [La Chine teste sa monnaie virtuelle pour un lancement prévu en février 2022](#)

Depuis quelques mois, la plupart des banques centrales intensifient leurs travaux sur les monnaies numériques, en s'inspirant de la technologie sur laquelle repose la cryptomonnaie bitcoin, née en 2008 : la blockchain, ou « chaîne de blocs », qui permet de crypter, répertorier et sécuriser les transactions. Le déclin des paiements en espèce, accéléré par la pandémie de Covid-19, les a convaincues de se tenir sérieusement à la page sur le sujet. Tout comme l'essor du bitcoin et de ses petits frères (Ether, Ripple, Litecoin...), ainsi que la multiplication des projets d'e-monnaies privées, comme celle de Facebook (le Diem, toujours dans les cartons).

Inclusion financière

A première vue, ces monnaies numériques de banque centrale – dites « MNBC » – ne changeront pas grand-chose au quotidien des particuliers et des entreprises, puisque la majorité des paiements sont déjà dématérialisés. La différence est pourtant fondamentale : l'essentiel des euros que nous détenons aujourd'hui sur nos comptes et livrets d'épargne sont créés par les banques commerciales, par le jeu du crédit. Les MNBC, elles, seraient l'équivalent des billets directement imprimés par les instituts monétaires. En outre, elles pourraient être détenues directement par ces derniers, sans passer par les banques. Et cela changerait beaucoup de choses.

Lire aussi | [Les banques centrales accélèrent la cadence de l'innovation](#)

Dans les pays émergents où une partie de la population ne dispose pas de compte bancaire, ces MNBC pourraient ainsi favoriser l'inclusion financière, en permettant les paiements et transferts par téléphone portable. Elles pourraient également faciliter les virements transfrontaliers et les rendre moins coûteux. Au profit, notamment, des immigrés envoyant de l'argent à leur famille dans leurs pays d'origine. Plus faciles à tracer que les billets, elles pourraient en outre simplifier la lutte contre la fraude et le blanchiment.

Surveillance des citoyens

On touche là au nerf de la guerre : la question de l'anonymat et du respect des données privées. Le bitcoin fonctionne grâce à des milliers d'ordinateurs mis en réseau pour valider les transactions : il n'est pas piloté par une institution centralisée, comme la BCE ou la Fed. En lançant leur propre e-monnaie, les instituts monétaires auraient potentiellement accès, selon leurs modalités, à des informations sur les flux financiers et les achats des particuliers, s'inquiètent les défenseurs des cryptomonnaies décentralisées les plus libertariens. Au contraire, un « e-euro » « *renforcerait la confidentialité des paiements numériques* », a assuré Fabio Panetta, membre du directoire de la BCE, le 14 avril, devant le Parlement européen. Et cela, bien plus que les solutions de paiement privées se multipliant, comme celles d'Apple Pay ou Google Pay. Oui, c'est certain : la BCE veillerait bien mieux sur notre vie privée que les géants de la tech américains.

Lire aussi | [En Europe et aux Etats-Unis, la course aux monnaies digitales est lancée](#)

Mais on ne peut pas en dire autant de la Banque centrale de Chine (PBOC), qui rêve de généraliser son yuan numérique courant 2022. Tel qu'il est conçu, celui-ci permet de payer par une application mobile, grâce à laquelle le régime communiste espère reprendre la main face à Alipay et WeChat Pay, les deux mastodontes privés du paiement mobile chinois. Mais il permettra également de renforcer son appareil de surveillance des citoyens, la PBOC sachant dès lors qui paie quoi, où, et quand. Surtout si ce système est couplé aux technologies déployées en parallèle dans les villes chinoises, telles que la vidéosurveillance et la reconnaissance faciale.

Le yuan numérique

Mais ce n'est pas tout : le yuan numérique pourrait également, à terme, concurrencer le dollar dans la domination des systèmes de paiement internationaux. Et donc, permettre de contourner les sanctions imposées par Washington aux entreprises étrangères commerçant avec les pays comme l'Iran. On en est encore très loin, et la PBOC assure que ce n'est pas son ambition. Mais la vitesse vertigineuse à laquelle elle progresse laisse tous les scénarios ouverts.

Lire aussi | [En 2021, le bitcoin continue de faire tourner les têtes](#)

La difficulté, pour les banques centrales occidentales, est que les MNBC sont également susceptibles de fragiliser la stabilité financière. Exemple : que se passerait-il si, en cas de crise, les particuliers délaissaient massivement leur compte en banque pour détenir uniquement leurs euros ou dollars auprès de la banque centrale ? Cela pourra affaiblir le système bancaire, essentiel au financement de l'économie.

Pour l'éviter, les instituts monétaires pourraient limiter la quantité de MNBC que chacun peut détenir. Ou encore, réserver son usage exclusivement aux échanges entre banques. Dans tous les cas, l'Europe ne doit pas, par frilosité ou manque d'ambition, perdre la course de l'innovation en la matière. Les monnaies ont toujours été des instruments de puissance à l'international. Leur version numérique le sera un peu plus encore.

Marie Charrel